

# Budget 2022

Octobre 2021



## Toujours sous le signe de l'exemplarité

Avis aux amateurs de chiffres (et de politique générale) : voici quelques informations sur les perspectives budgétaires, en clair sur nos lendemains (qui ne sont pas toujours du genre chantant ...).

Cet exercice annuel revêt un aspect un rien solennel, dans la mesure où ce sont les ministres eux-mêmes qui effectuent la présentation générale. La chose est toutefois assez convenue. En effet, il y a souvent deux axes forts que l'on nous assène avec conviction : le fait d'avoir un budget marqué pour une ambition pour Bercy (lieu commun 1), tout en étant bien évidemment attaché à une gestion des deniers publics marquée du sceau de la responsabilité et de l'exemplarité (lieu commun 2) (...)aux questions posées par les organisations syndicales, autodécision,...) en matière de dialogue social de la part du secrétariat général.

Cette année, l'affaire commence bizarrement, dans la mesure où l'on a le plus grand mal à trouver une date pour tenir la réunion. L'affaire a même manqué de devenir homérique... Au final, on siégera (le 16/11) alors que la procédure budgétaire sera déjà largement entamée, ce qui est quelque peu incohérent.

Dans la mesure où les arbitrages sont déjà largement connus (et ne bougeront pas ou peu), voici les grands lignes et autres faits saillants du PLF 2022 s'agissant de Bercy et des directions qui composent le Ministère.

### Le budget en espèces sonnantes ...

et trébuchantes ...

Les crédits de paiement Bercy font un « grand bond en avant ». Ils s'élèvent à 23 milliards (contre 20,7 en 2021). Serait-ce le retour de la « puissance bercyenne » ??? On n'en est pas encore là. Par d'autres aspects (voir ci-dessous) il semble même qu'on n'en prenne pas forcément le chemin.

Par son budget, le Ministère intervient sur de très nombreux aspects. On peut citer, par exemple, la garantie des prêts (3,3 milliards), l'aide au développement (1,8 milliards) ou encore la recherche spatiale (1,6 milliards). Ces montants sont à rapprocher du budget de fonctionnement des services (voir ci-après). Ce petit exercice de comparaison permet de constater que ces derniers n'absorbent pas tout loin s'en faut. Ce petit constat n'est pas forcément inutile.

### Petite notice technique :

La présentation budgétaire fonctionne par programme. Ces derniers sont désignés par des numéros et recouvrent l'action d'une administration ou de plusieurs.

Nous reprenons ici notamment :

- la gestion fiscale et financière de l'État et des collectivités locales (programme 156), incarnée par la DGFIP ;
- la régulation et la sécurisation des échanges (programme 302), avec la Douane ;
- les statistiques et études économiques (programme 220), portées par l'INSEE ;
- le développement des entreprises et régulations diverses (programme 134), dans lequel on retrouve la DGCCRF et la DGE ;
- la conduite et le pilotage des politiques économiques et financières (programme 218), recoupant les missions de l'administration centrale.



Octobre 2021



Pour l'exercice 2022, les montants respectifs s'élèvent à :

- programme 156 : 7,5 milliards (stable – légère diminution)
- programme 302 : 1,5 milliards (idem)
- programme 220 : 435 millions (hausse de 16 millions)
- programme 134 : 1,6 milliards ( en augmentation de 400 millions)
- programme 218 : 887 millions (en baisse de 51 millions)

De ce point de vue, les décisions ne semblent pas dramatiques. Il y a plusieurs fléchages à la hausse. Certes, les esprits chagrins pourraient relever avec raison qu'il y a un rendez-vous politique majeur en 2022 et que ceci pourrait un peu expliquer cela.

Il y a un certain nombre de dépenses d'investissement. Mais on ne peut s'empêcher d'observer que ceci s'accompagne d'une pression sur les effectifs qui, eux, sont une nouvelle fois orientés à la baisse.

### Le budget en terme d'emplois

Un des critères marquants des choix budgétaires est bien sûr le volume d'emplois exprimé avec les sacro-saints Equivalents Temps Plein Travaillé. ( un emploi à mi-temps sur 12 mois = 0,5 ETP. L'équivalent temps plein est calculé à partir de la durée mensuelle légale de travail, égale à 151,67 heures.)

Voici les perspectives en la matière, encore une fois marquée par le sceau d'une baisse structurelle.

Ministère	PLF 2022 128 778 emplois	2021 130 539 emplois
Par Direction (PAE)	PLF 2022	2021/2022
DGFIP	96 369	- 989
DGDDI	16 689	- 276
INSEE	5 044	- 67
DGCRF	2 128	- 19
Administration Centrale (programme 218 + DGE)	6 081	- 440

La mécanique budgétaire est un art très fin, parfois abscons, qui mélange des transferts entre administrations et des correctifs qui font que la présentation peut être quelque peu différente selon les critères retenus.

Au final, Bercy réduit son PAE (plafond des autorisations d'emplois) en 2022, de **1 654** emplois, dont **1 440** à la seule DGFIP.

Sur les 1800 emplois totaux supprimés au niveau de l'Etat, on voit que Bercy en subit une partie écrasante.

En reprenant les chiffres de création / suppression d'emploi au final, cela aboutit à - 1 506 (prog. 156), + 66 (prog. 218) et + 33 (programme 302). Sans être un as de l'arithmétique, nous voyons bien qu'il y a plus de perdants que de gagnants ...

Les plus indulgents observateurs pourraient conclure qu'entre les crédits et les emplois, nous limitons quelque peu la casse pour cette cuvée 2022 (les prochaines échéances électorales n'y sont certainement pas étrangères) .

#### Solidaires finances ne se range pas dans cette catégorie.

A notre sens, ce budget reste dans la continuation d'une politique de réduction du service et des services publics, qui réduit le Ministère et qui ne sera pas sans effet sur l'accomplissement de ses missions ... et notamment la lutte contre les fraudes, fiscales, douanières, ou économiques.

Comparativement à d'autres secteurs ministériels, Bercy reste très largement la variable d'ajustement de la politique gouvernementale de gestion des Services Publics.

Sans vouloir jouer les Cassandre, nous pouvons même anticiper, pour la suite, des exercices autrement plus brutaux, élaborés sur l'autel de la prise en compte des effets de la crise sanitaire, avec un Ministère qui en paierait encore et toujours les pots cassés. Jusqu'à ce que la situation ne soit plus tenable ?